



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N°306/2013/DDPP
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1995 modifié par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 juin 2009 réglementant les activités de la société STEM pour son établissement sis 17 avenue de Rochetaillée à SAINT-ETIENNE .

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 22 mai 2013, établi à la suite d'une visite d'inspection du 14 mai 2013, constatant que la société STEM ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 et de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La société STEM est mise en demeure, pour son installation sise 17 avenue de Rochetaillée à SAINT-ETIENNE, de :

- respecter les fréquences d'analyses des rejets atmosphériques mentionnés au 10.1.1 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 **sous un délai de 6 mois** ;
- de réaliser une analyse de risque foudre conformément aux dispositions de la section 3 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 **sous un délai de 6 mois**.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

12 AOUT 2013

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERON

copie adressée à :

- Monsieur le directeur de la société STEM
17 avenue de Rochetaillée
4200 SAINT-ETIENNE
- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE
- DREAL Loire Inspection des installations classées
- Archives
- Chrono